

« Savoir écouter et prendre le temps »

Liminaire FO • 20 janvier 2023

A l'ordre du jour de ce CSE central extraordinaire, 2 importants projets : **Campus** et **Tempo** !

Importants pour ce qu'ils représentent pour l'avenir de l'entreprise...mais importants aussi par l'inquiétude qu'ils génèrent auprès d'une partie des salariés concernés !

Dans les 2 cas, nous entendons des craintes, et pour FO, l'une des priorités dans la conduite de ces projets est clairement de savoir écouter ces craintes pour être en capacité d'y apporter un accompagnement à la hauteur.

Dans le cas de **Campus**, nous entendons notamment les craintes exprimées par les personnels de Malakoff, et en particulier ceux qui devraient être amenés à rejoindre d'autres services du Siège tels la DRM, la Direction des Moyens des Reportages.

Très clairement, il est indispensable que ces salariés puissent être entendus dès maintenant, sans attendre les étapes du macro ou microzoning. Leurs inquiétudes doivent être prises en compte ; elles doivent faire l'objet de réponses adéquates et d'adaptations éventuelles dans la conduite des phases 2 et 3. Il faut penser aux arrivants (en l'occurrence aux salariés qui vont partir, mais aussi aux accueillants).

Et en n'oubliant pas qu'un projet de cette importance ne peut évidemment pas être conduit sans, ou contre les salariés !

Même commentaire par rapport à **Tempo** !

En l'état, le projet est rédigé avec beaucoup de conditionnel. Quelque part, c'est logique, dans la mesure où des groupes de travail viennent tout juste d'être mis en place, et que ce qu'ils vont effectuer durant ce 1^{er} trimestre 2023 ne peut évidemment être présumé. En conséquence, à ce stade, nous manquons de beaucoup de précisions, celles-ci n'interviendront que tardivement, et ensuite, nous disposerons de très peu de temps pour réussir à bien construire un projet de cette envergure dans un laps de temps aussi court.

FO l'a toujours exprimé : nous ne souhaitons pas avoir une position de principe, sans connaître avec suffisamment de précisions le détail du projet et ses conséquences réelles sur les salariés et l'entreprise. A ce jour, notre position est la même : au vu des éléments en notre connaissance lors de cette ouverture de l'info consultation, il nous est impossible de savoir si la mise en œuvre sera à la hauteur de l'ambition affichée.

Nous entendons que, pour certains salariés, cette façon de repenser le traitement de l'actualité sur France•3 constitue l'un des projets éditoriaux les plus poussés de ces derniers temps, mais nous entendons aussi les conséquences que cela entraînerait pour des personnels dédiés à nos éditions nationales, qui sont toujours l'un des moteurs de l'offre de France•3 depuis près de 40 ans. A ce jour, ces impacts sont trop importants pour que puisse être envisagé un basculement tel qu'annoncé pour début septembre.

C'est la raison pour laquelle, au delà de la question de fonds consistant à savoir s'il faut soutenir ou ne pas soutenir Tempo, FO demande un assouplissement du calendrier : que rien ne soit entrepris avant début 2024, que France•tv sache se donner le temps nécessaire pour bien examiner l'ensemble des conséquences, et que l'on sache adapter l'information des élus avec un phasage, et donc plusieurs info consultations. Là, il sera davantage possible de jauger ce projet.

N'oublions pas les conditions difficiles dans lesquelles la tranche du 18h30 avait été mise en œuvre dans le Réseau régional, avec une trop grande précipitation, et les conséquences que cela avait entraîné pour les personnels. Là, alors que la marche est encore plus grande, que l'enjeu est encore plus important, sachons nous donner le temps nécessaire : car nous avons encore beaucoup trop d'incertitudes, et pas suffisamment de temps pour les clarifier.

Enfin, dans le même esprit, un sujet qui n'est ni Campus ni Tempo mais qui a de lourdes conséquences aussi pour les personnels concernés est celui des studios du Franay.

A ce jour, nous ne savons pas grand-chose sur cette question, si ce n'est que le bail arrive à terme dans un peu plus de 7 mois.

Et nous estimons aussi que, s'il devait ne pas être reconduit, cela serait suffisamment impactant pour mériter une info consultation. C'est donc ce que FO demande aujourd'hui.